

toba. Elle nous a aussi suggéré d'élargir la pratique de cette fondation au reste du Canada, et j'ai trouvé cette proposition très intéressante pour tous les milieux ruraux. J'espère que le gouvernement du Canada donnera suite à la suggestion qui a été faite lors de cette consultation. S'il le fait, cela aura valu la peine d'aller rencontrer les groupes à cet endroit.

L'autre élément que j'ai retiré de cette consultation, ce sont les tables rondes, où on retrouve un peu un portrait de la société. On a eu là des intervenants, des gens des chambres de commerce, d'autres des groupes sociaux, des groupes communautaires, de divers groupes économiques, des gens qui n'ont pas nécessairement tous les mêmes valeurs, mais très différentes, et qu'on essayait de partager. Le défi qui n'est pas encore relevé par le gouvernement est de faire que cette synthèse se retrouve dans le budget du gouvernement.

Comment faire pour traiter des consensus? Comment dépasser les vœux pieux? Le gouvernement a encore à en faire la preuve parce que, dans les tournées qu'on a faites, personne n'est venu nous dire qu'il fallait des coupures à l'assurance-chômage, par exemple. Pourtant, la réforme qu'on vient de déposer en met sur la table de façon significative, en tout cas, pas des coupures de la façon dont elles ont été proposées.

Il y a quelques grands constats, je pense, qu'on peut adresser aux Québécois et aux Canadiens, qui émanent de cette tournée et qui, pour moi, sont très révélateurs. Le premier, c'est que le concept de la décentralisation est une solution qui est mise de l'avant dès qu'on s'éloigne un petit peu d'Ottawa et de l'Ontario en général. Quand on est allés au Manitoba, en Alberta, on a très bien constaté, comme on l'a fait aussi au Québec et dans les Maritimes, que l'avenir, pour qu'on puisse contrôler la question du déficit et de la dette, c'est de s'assurer que le pouvoir de décision soit le plus près du citoyen, que de cette façon on sache clairement, lorsqu'on évalue un gouvernement, sur quoi on l'évalue et qu'il n'y ait pas des imprécisions qui nous amènent à ne pas vraiment savoir d'où vient l'argent. C'est un peu le procès qui est en cours des paiements de transfert qui sont faits par le gouvernement fédéral.

• (1920)

Ce deuxième constat, justement, je dirais que c'est le partage imprécis des pouvoirs, cela crée une méfiance envers les gouvernements provinciaux, chez les groupes progressistes du Canada. Pourquoi? Parce que le gouvernement provincial a un certain pouvoir de taxation qui est quand même assez limité, tandis que le gouvernement fédéral a le pouvoir de taxer et de dépenser dans tous les secteurs d'activité au Canada.

Cela lui donne donc une image très positive de gouvernement qui a mis en place les programmes au cours des ans, sauf qu'en fin de compte, le contribuable est le même. Qu'il paie au municipal, au provincial ou au fédéral, c'est toujours le même.

On vient de s'apercevoir dans les dernières années que la réserve financière n'est plus là. Il faut trouver des façons pour que cela coûte moins cher. Le gouvernement fédéral a beaucoup de difficulté actuellement à perdre sa visibilité. Le premier ministre l'a dit encore cette semaine pendant la période des questions, la raison pour laquelle on ne transfère pas de points d'impôt, qu'on continue à avoir des paiements de transfert, c'est

qu'on veut s'assurer que les gens sachent que le chèque vient du fédéral.

Je réponds au premier ministre en lui disant que s'il est vrai que l'impôt est payé au fédéral et qu'il retourne aux citoyens, il faut qu'ils sachent qu'il vient de là. Mais peut-être que ce n'est pas une solution fonctionnelle, peut-être que ce n'est pas une solution pratique. La solution est peut-être plus de faire comme le gouvernement du Québec l'a proposé, soit de s'assurer qu'il y ait un transfert de points d'impôt dont le gouvernement du Québec est complètement responsable et qu'il pourra être évalué sur l'efficacité de la dépense de ces sommes-là, alors que le citoyen présentement ne s'y retrouve pas pour savoir quel gouvernement est responsable de quelle partie du budget et pour quelle raison cela fonctionne ainsi, et donc, si les gouvernements sont efficaces.

C'est un deuxième élément des consultations prébudgétaires qu'il me paraît important de constater.

Un autre élément est la conviction profonde qu'il faudra aller plus loin dans ces consultations prébudgétaires en mettant en contact les divers intervenants sociaux dans un forum national. Pour avoir fait l'an passé la tournée canadienne avec le Comité du développement des ressources humaines et avoir écouté le discours de la députée de Beaches—Woodbine tout à l'heure qui met de l'avant des valeurs intéressantes, des valeurs significatives, tout l'aspect humain, la façon dont on traite nos enfants, je pense qu'il serait important que ce type de discours puisse être présent dans le même forum que les gens qui ont un discours beaucoup plus économique portant sur les coupures, l'aspect financier pur.

Lorsqu'on est au Comité des finances d'un côté, et de l'autre au Comité du développement des ressources humaines, on retrouve la même dichotomie que celle qu'on trouve ici en Chambre entre le ministre des Finances et celui du Développement des ressources humaines, où chacun défend son champ d'activité, mais où on n'a pas mis ensemble les objectifs qu'on se donne comme société.

Si les consultations prébudgétaires veulent aller plus loin dans l'avenir, il va falloir trouver le truc pour que ces gens puissent se parler dans une sorte de forum national.

Un forum, c'est une idée que je lance, qui pourrait être formé de tous les principaux intervenants qu'on peut trouver au Canada, mais dont une des conditions pour avoir droit à un siège serait de définir quelle va être la contribution de ce groupe, et quelle va être sa contribution, par exemple, à la diminution du déficit.

En tant que participant, le fédéral pourrait dire: Oui, l'effort que je dois faire l'année prochaine, entre autres, c'est de couper 1,5 milliard dans les dépenses supplémentaires, dans les dépenses en matière de défense nationale.

Dans le réseau bancaire, cette année, il y a un nouveau club sélect, le Club des milliardaires. Il y a une série de banques au Canada, dont la Banque royale a la meilleure performance, qui ont fait des profits de plus de un milliard de dollars. Pourquoi ces banques, en participant à ce forum national, n'accepteraient pas de créer un fonds d'emplois sociaux de l'ordre par exemple de 500 millions pour l'ensemble des banques, de telle sorte qu'on puisse répondre à des exigences mentionnées tout à l'heure au sujet de la pauvreté des enfants, mais aussi de tous les autres